

Antisionisme = antisémitisme

Cette extrême droite pro-Israël

Si le racisme visant les Juifs est un délit, l'opinion consistant à critiquer Israël et les politiques menées par son gouvernement ne peut être condamnée. Pourtant, depuis le 7 octobre 2023, la tendance à fusionner les deux notions n'a cessé de se renforcer.

par [Sophie Bessis](#)

0



Shai Kremer, « Shooting Defense Wall, Gilo Neighborhood » (Mur de défense contre les tirs, quartier de Gilo), Jérusalem, 2004.

L'affirmation est tant ressassée en Europe et en Amérique du Nord qu'elle a pris valeur de vérité : l'antisionisme serait un avatar contemporain de l'antisémitisme et il conviendrait de le combattre comme tel. Il est « *la forme réinventée de l'antisémitisme* », répète le président français Emmanuel Macron, à l'unisson des responsables américains ou canadiens, tandis que la classe politique allemande, croyant ainsi pouvoir payer la dette du pays à l'égard des Juifs, a fait de la défense inconditionnelle d'Israël une « raison d'État ». Depuis des décennies, les dirigeants israéliens usent quant à eux de cette confusion pour disqualifier toute critique de leur politique, et plus encore depuis les atrocités perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023.



Logo de l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie (le Bund), fondée en 1897 à Vilnius.

© Bund 1917

Une telle posture relève à la fois de l'ignorance et de la mauvaise foi. Ignorance historique d'abord, car l'antisionisme, né dès le début du ^{xx}e siècle, a d'abord et pendant longtemps été porté par les milieux libéraux juifs européens et leurs intellectuels les plus éminents, de Sigmund Freud à Albert Einstein en passant par Hannah Arendt, qui se sont inquiétés de l'installation d'un État juif sur une terre déjà peuplée. Avant le nazisme, une bonne partie des Juifs européens étaient en effet assimilationnistes, se disant d'abord Français, Allemands ou Autrichiens, sans pour autant nier leur judéité. L'autre versant de l'antisionisme juif de cette époque fut porté par l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, le Bund, qui réclamait la reconnaissance d'une nationalité culturelle juive au sein des pays où vivait à l'époque la majorité des Juifs du monde, avant que le génocide nazi ne mette fin à l'existence du vaste « Yiddishland ».

Un vieil antijudaïsme arabe

Ce n'est qu'à partir de l'extension du Yichouv, le foyer juif en Palestine, que l'antisionisme arabe s'est développé. Il a pris son essor avec la création d'Israël en 1948 et le nettoyage

ethnique qui l'a accompagnée. Nul n'aurait alors songé à taxer tout antisioniste d'antisémite, même si, à l'évidence, le vieil antijudaïsme existant dans le monde arabe s'est recyclé en antisionisme chez une partie de sa population. Il existe aujourd'hui plusieurs sortes d'antisionisme : celui — radical — qui nie l'existence d'Israël, celui — dit réaliste — qui préconise son retour à ses frontières du 4 juin 1967, et celui des partisans d'un État binational ou unitaire qui serait celui de tous ses citoyens. L'antisionisme est une position politique récusant la suprématie juive sur l'ancienne Palestine mandataire, au contraire de l'antisémitisme, un pur racisme et à ce titre condamnable.



Larissa Sansour, image extraite du projet « Nation Estate » (Domaine national), qui imagine la création d'un État palestinien dans une tour résidentielle de luxe, 2012.

© Larissa Sansour

Montretout - Tel-Aviv

Marine Le Pen a pu surprendre en déclarant, le 30 mai 2024 : « *Le Front national a toujours été sioniste, toujours été pour la création de l'État d'Israël. (...) Un certain nombre de responsables juifs continuent de vouloir mener un combat contre notre formation politique qui n'a aucune justification. Le seul mouvement qui est un bouclier pour protéger nos compatriotes de confession juive de l'idéologie islamiste mortelle pour nous tous mais dont ils sont les principales victimes, c'est le Rassemblement national.* » « Toujours sioniste » ? Marine Le Pen prétendait faire « *un peu d'archéologie politique* », quitte à paraître minorer le rôle de l'antisémitisme dans l'histoire de l'extrême droite. Mais on peut être sioniste et antisémite. L'idée d'un État juif en Israël n'a rien pour déplaire à ceux qui souhaitent que les Juifs soient regroupés dans un même territoire, situé loin du leur. Édouard Drumont, auteur du livre antisémite à succès *La France juive*, paru en 1886, proposait déjà, pour se débarrasser

des Juifs, de « *les renvoyer tous en Palestine* ». Certains de ses disciples parlent alors d'un « *sionisme obligatoire pour le peuple maudit* ». Quant à Jean-Marie Le Pen, il vit en Israël un point d'appui pour le combat anticomuniste du camp occidental. Ce qui ne l'empêchait ni de saluer la mémoire de Philippe Pétain ni, en 1987, de nier l'importance du génocide des Juifs dans l'histoire de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, la puissance d'une extrême droite nationaliste et identitaire en Israël, d'une part, l'hostilité de cet État envers l'« islamisme », de l'autre, expliquent que le Rassemblement national puisse se proclamer aussi volontiers sioniste.

+



Des juifs orthodoxes participent à un rassemblement pour accueillir Zalman Teitelbaum, le grand rabbin de la communauté hassidique antisioniste Satmar, établie à New York, Jérusalem, 2013. Photographe non identifié.

© Photo12/Alamy/imago/Xinhua

Mauvaise foi ensuite. Car l'époque contemporaine a ressuscité un oxymore, les sionistes antisémites, réalisant une prédiction de Theodor Herzl. Dans son ouvrage fondateur du sionisme, *L'État des Juifs* (1896), ce dernier affirmait que « *les antisémites seront nos amis les plus sûrs et les pays antisémites nos alliés* ». Les Juifs étant à leurs yeux inassimilables, nombre d'antisémites ont approuvé, dans les années 1920, l'idée de leur regroupement dans un État qui leur serait propre, ce qui permettrait de s'en débarrasser. Ce sionisme bien particulier a retrouvé une expression publique en France à la suite de la guerre des six jours de juin 1967. « *En dehors du sionisme intégral, il n'est pas de solution raisonnable et efficace du problème juif* », écrit alors Xavier Vallat, commissaire général aux questions juives sous Vichy, dans *Aspects de la France* (15 juin 1967).

Connivences coloniales

Quelques semaines seulement séparent la création de l'État d'Israël, en mai 1948, de la victoire en Afrique du Sud du Parti national, qui mettra en œuvre l'apartheid. Débordants de sympathie pour le nazisme durant la seconde guerre mondiale, ses dirigeants établissent pourtant une relation étroite avec Israël. Moshe Sharett, ministre des affaires étrangères israélien, effectue sa première visite à Pretoria en 1950. En novembre 1984, alors que les Nations unies sanctionnent le régime de l'apartheid, le chef de la diplomatie sud-africaine est reçu en Israël. La collaboration économique prospère et l'alliance militaire entre les deux pays atteint un niveau tel qu'ils coopèrent dans le domaine atomique. De son côté, Pretoria fabrique des armes israéliennes sous licence. Les services de renseignement des deux pays collaborent au nom de la lutte contre le communisme et, déjà, contre le « terrorisme » — celui du Congrès national africain (ANC), de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), etc. Le général de brigade « Rooi Rus » Swanepoel, tortionnaire connu sous le nom de « boucher de Soweto » (il écrasa la révolte de ce township, en 1976, au prix de centaines de morts), était reçu régulièrement en Israël dans les années 1970. Cette complicité ne souleva pas de critiques dans la communauté juive. La collaboration entre Israël et le régime de l'apartheid a entraîné, après l'élection de Nelson Mandela à la présidence en 1994, une nette dégradation des relations entre les deux pays.

(Adapté de l'article d'Alain Gresh « Regards sud-africains sur la Palestine », Le Monde diplomatique, août 2009).

+

Nationalisme exacerbé refusant toute coexistence avec l'Autre, en l'occurrence le Palestinien, le sionisme qui domine aujourd'hui en Israël a renoué avec ce type d'alliés. Les États gouvernés par des xénophobes au lourd passif antisémite, dont le dirigeant le plus représentatif est le Hongrois Viktor Orbán, et les partis d'extrême droite occidentaux figurent désormais parmi les meilleurs soutiens de la droite israélienne. Ils partagent avec le sionisme contemporain le culte de la pureté de la terre et du sang, ainsi que le rejet de toute altérité qui pourrait la « polluer ». La matrice antisémite dont ils sont issus cohabite sans contradiction visible avec la parenté idéologique qui les lie à leurs homologues israéliens.

Héritiers d'une longue tradition sioniste, les protestants évangéliques constituent la seconde catégorie de soutiens inconditionnels à Israël, au nom de la croyance délirante selon laquelle tous les Juifs doivent être réunis en Terre sainte, puis être convertis collectivement au christianisme afin que les prophéties puissent s'accomplir. La droite israélienne n'a cessé depuis des années de resserrer ses liens avec ces alliés sulfureux, de plus en plus puissants aux États-Unis notamment. À l'inverse, elle voue aux gémonies les Juifs antisionistes, dont le nombre augmente depuis le carnage perpétré par l'armée israélienne à Gaza. Ceux-là sont dangereux, étant la preuve vivante qu'antisionisme et antisémitisme ne sont en rien des synonymes. Mais les contrevérités ont la vie dure, surtout quand elles sont sciemment entretenues.

Sophie Bessis

Historienne. Auteure d'*Histoire de la Tunisie de Carthage à nos jours*, Tallandier, Paris, 2022.